

communication internationale, etc.) les auteurs soulignent la nécessité pour le Québec de s'associer aux combats contre la prédominance de l'anglais menés par les pays qui subissent l'imposition de cet idiome comme langue de travail et à soutenir activement la "francophonie interaméricaine" (p. 165).

En offrant une synthèse assez riche des recherches réalisées pour décrire les caractéristiques du français québécois, pour retracer son évolution et son histoire, pour observer les attitudes et représentations des Québécois, ce volume s'avère non seulement un manuel utile à la découverte du parler québécois de la part des non spécialistes, mais aussi un bilan assez fiable utile aux chercheurs, qui pourront apprécier la systématisation des nombreuses ressources exploitées et l'effort de sélection que cela comporte. La vision du français que l'on y propose, convaincante parce que conforme aux usages réels du français dans le monde, pourra sans doute stimuler la diffusion de représentations plus positives vers cette langue, en France, dans les francophonies et ailleurs.

Cristina BRANCAGLION

---

Paola PUCCINI et Isabelle KIROUAC MASSICOTTE (dir.), *Langue et pouvoir*, Bologne, Emil di Odoya ("I libri di Emil"), 2017, 127 pp.

J'attends toujours avec un grand bonheur le volume que l'équipe de la *Revue Ponts* m'envoie chaque année et je me réjouis toujours lorsqu'il s'agit d'ouvrages qui portent sur les interactions langue/société. Si en plus les auteurs sont les collègues de Sherbrooke, de Moncton, de Bologne et de Milan, dont j'ai pu apprécier la finesse de l'analyse à l'occasion d'autres ouvrages déjà recensés, le plaisir est double.

Les articles réunis dans ce volume sont issus des communications présentées lors de la journée d'étude organisée par le Centre interuniversitaire d'études québécoises (CISQ) qui a eu lieu à l'Université de Bologne en mars 2015. Précédées d'une introduction dans laquelle les responsables de l'édition, Paola PUCCINI et Isabelle KIROUAC MASSICOTTE, discutent de l'état critique de la question, les six études présentées dans le recueil abordent les rapports pluriels et complexes qui ont existé et qui existent encore de nos jours entre *langue* et *pouvoir* dans des domaines variés de la société québécoise tels que la littérature, la presse, les dictionnaires et le discours politique.

Dès les premières lignes du premier texte intitulé "La science des mots n'est pas forte à la *Minerve* et au *Canada*: l'idéologie du standard et le pouvoir de la norme dans le journal montréalais *Le Pays* (1852-

1871)” (pp. 13-33), Wym REMYSEN présente de manière très claire le sujet de son étude qui est “consacré[e] aux divers propos tenus sur la langue française, et plus particulièrement sur la correction de la langue (parlée, mais surtout écrite), dans le journal montréalais *Le Pays* (1852-1871)” (p. 13). Tout au long de son article, l’auteur montre comment les tentatives de standardisation de la langue française au Bas-Canada, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, impliquent un intérêt politique indéniable, car en valorisant le bien parler on valorise tout d’abord l’élite qui s’exprime correctement, on consolide alors sa position dans la société et on stigmatise enfin tous les autres qui parlent mal, qui ne respectent pas la norme. La presse écrite joue toujours un rôle de premier plan dans la transmission des idéologies linguistiques, et ce notamment dans le contexte canadien-français de l’époque, où les considérations sur la bonne ou mauvaise manière de s’exprimer en français sont toujours liées à des considérations politiques. Selon REMYSEN, tous les discours sur la langue qui remplissent les pages des journaux du Bas-Canada, à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, se caractérisent par une grande portée politique (p. 19). Le journal progressiste *Le Pays* par exemple, pendant ses vingt années d’activité, a publié presque deux cents articles qui concernent la correction de la langue française au Bas-Canada. Bien qu’ils portent sur la langue, une grande partie de ces textes sont rédigés avec l’intention de détruire la réputation des adversaires politiques du journal, en les accusant de ne pas maîtriser le français. Par exemple, dans un article de ce journal paru en 1867, on voit bien comment l’auteur répond aux attaques de leurs adversaires du journal le *Canada* en critiquant et en dénonçant la piètre qualité de leur langue écrite: “On lit dans le *Canada*: “*Le Pays* dans un article où il se plaint de ‘l’anglification’ commet un anglicisme en USITANT ce mot”. Le *Canada* voudra-t-il nous dire dans quel dictionnaire il trouve le verbe *usiter*? Nous connaissons l’adjectif *usité*, et c’est tout” (p. 25). Or, souligne REMYSEN, peut-on trouver valables des opinions écrites avec une orthographe et une syntaxe approximatives? Voilà comment, sous prétexte de corriger la langue, on cherche à discréditer les idées politiques des adversaires.

La contribution de Cristina BRANCAGLION, qui a pour titre “Notre vocabulaire et le Dictionnaire de l’Académie française: l’attraction de l’autorité normative française au Québec au début du XX<sup>e</sup> siècle” (pp. 35-51), analyse un corpus jusqu’ici peu étudié, c’est-à-dire les textes parus dans le *Bulletin* de la Société du Parler français au Canada au début du siècle dernier qui témoignent d’un côté des rapports institutionnels qui existaient entre la SPFC et l’Académie française et qui commentent de l’autre les arrêtés de l’Académie sur le lexique et l’orthographe de la langue française. L’auteure de l’étude conjugue ainsi admirablement le thème du volume *langue et pouvoir* puisqu’elle analyse les relations entre deux institutions, française et canadienne,

censées étudier et valoriser la langue française. À la lecture du texte, on découvre alors que les rédacteurs du *Bulletin* de la SPFC considéraient l'Académie comme "le plus haut tribunal littéraire qui soit en France" (p. 38) et par conséquent on exaltait toujours avec révérence les liens et les occasions d'échanges avec l'institution française, car "les francophones du Québec [étaient] à la recherche évidente d'une légitimation externe, qui [s'identifiait] pleinement à l'Académie française, en raison de son autorité normative" (p. 40). Par exemple, les articles d'Adjutor RIVARD, qui commentent le projet de simplification de l'orthographe du français entrepris par l'Académie française à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle, expriment un avis favorable envers la réforme envisagée en France. Adjutor RIVARD considère dans ses textes que les membres de l'Académie, "les plus habiles grammairiens de notre temps" (p. 41), seront capables de bien réformer la langue française en confirmant une volonté progressiste et réformatrice que l'institution poursuit depuis la publication de ses premiers dictionnaires. Cependant, l'avis de RIVARD, et également des autres intellectuels qui gravitent autour de la Société, change lorsqu'il commente les décisions des grammairiens français quant à la "francisation des mots d'origine étrangère qui sont définitivement entrés dans la langue" (p. 42) et au traitement que le *Dictionnaire de l'Académie* réserve aux mots des parlers régionaux, notamment aux canadianismes. Cristina BRANCAGLION clôt son analyse en évoquant le caractère "contradictoire" et "ambivalent" de l'élite canadienne-française qui reconnaît à l'Académie française le rôle de "mère nourricière", d'"autorité normative exogène" (p. 47), mais en critique en même temps l'attitude de désintérêt ou de rejet qu'elle manifeste envers la néologie lexicale de la francophonie et en particulier du Canada français.

Dans le troisième texte du volume ("L'élite du Québec à l'assaut du français québécois: 150 ans de dénigrement dans la presse écrite", pp. 54-73), Nadine VINCENT, en comparant plusieurs articles parus dans la presse écrite du XIX<sup>e</sup> et du XXI<sup>e</sup> siècles, se propose d'analyser les prises de positions d'une partie de l'élite québécoise qui depuis toujours revendique l'usage d'un français proche du français hexagonal. Après un bref aperçu historique qui explique la naissance du sentiment d'insécurité linguistique des Canadiens français, et ce déjà à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, Nadine VINCENT analyse les articles parus entre 2010 et 2015 dans le quotidien montréalais *Le Devoir* pour montrer comment le ton 'alarmiste' sur le français parlé au Québec est le même que celui que l'on pouvait lire dans les journaux du XIX<sup>e</sup> siècle. La comparaison des deux corpus montre en effet que les arguments utilisés par les auteurs de ces articles sont toujours les mêmes: les personnes cultivées ne devraient pas utiliser un français de basse qualité; l'anglicisation du français pourrait mener à l'assimilation des Québécois; l'usage des canadianismes et des tournures typiquement québé-

coises pourrait isoler le Québec au sein de la francophonie; il faudrait se rapprocher du français de France qui est toujours désigné comme la référence (p. 60). Tous les exemples proposés par l’auteure illustrent bien comment depuis 150 ans les mêmes discours ‘alarmistes’ sur la langue parlée au Québec sont utilisés dans la presse. L’anglais et les anglicismes sont toujours pointés du doigt et considérés comme une menace constante qui pourrait conduire à l’assimilation. Par exemple, Lionel GROULX écrivait en 1906 que “Le véhicule le plus néfastement actif de l’anglicisme et du franco-algonquin parmi nous, c’est sans contredit le journal quotidien” (p. 64). En 2015, le correspondant du *Devoir* Christian RIOUX lui fait écho en soulignant que “l’anglicisation des milieux de travail [...] pourrait conduire à une lente acadianisation des Québécois” (p. 65). Selon Nadine VINCENT, le discours de l’élite québécoise du passé et du présent sur la langue n’a pas évolué et cela se justifie peut-être par le fait que “cette inquiétude profonde face à la langue s’accompagne généralement d’une incertitude face à la viabilité d’un peuple français en Amérique” (p. 70).

Signé par Annette BOUDREAU, le quatrième article du volume, intitulé “Idéologie du standard et construction de la différence au Canada: le bilinguisme de Claudette Bradshaw et de Justin Trudeau”, pp. 75-92), analyse les discours de deux personnalités politiques bilingues du Canada dans le but d’étudier les idéologies linguistiques et le pouvoir véhiculés par leurs pratiques linguistiques. Dans la première partie de sa contribution, l’auteure cherche à définir les “idéologies linguistiques dominantes” parmi les nombreuses idéologies qui coexistent au Canada français. Elle en identifie trois, à savoir “l’idéologie du monolinguisme, l’idéologie du bilinguisme et l’idéologie du standard” (p. 78). Et c’est à travers le prisme de “l’idéologie du standard” qu’elle décide d’analyser les discours faisant partie de son corpus d’investigation. Puis, en s’appuyant sur les théories de BOURDIEU qu’elle cite, Annette BOUDREAU présente les trajectoires politiques de TRUDEAU et BRADSHAW en évoquant surtout leur “habitus” c’est-à-dire “ce que l’on a acquis, mais qui s’est incarné de façon durable dans le corps sous forme de dispositions permanentes”, dispositions perceptibles également dans la manière de parler (p. 80). Enfin, elle commente les articles parus dans la presse, tant francophone qu’anglophone du Canada, qui portent sur les pratiques linguistiques des deux personnalités politiques en question pour montrer que c’est toujours à travers l’idéologie du standard que l’on juge le bilinguisme de BRADSHAW et de TRUDEAU. Pour ce qui est de l’ancienne ministre de la Francophonie, on évoque toujours “son accent acadien” (p. 82), tandis que dans les pratiques linguistiques de TRUDEAU on remarque et on ridiculise “son accent anglais” et surtout “la qualité” de son français (p. 84). Selon l’auteure, “les commentaires sur les pratiques linguistiques et/ou les accents, parfois anodins, parfois amusés, parfois mesquins, peuvent

servir à illustrer les liens entre langue et pouvoir” (p, 85) parce qu’ils catégorisent les locuteurs, ceux qui parlent bien et les autres, en mettant en œuvre des processus d’inclusion et d’exclusion qui peuvent se traduire dans une forme de pouvoir exercé sur les locuteurs.

Isabelle KIROUAC MASSICOTTE se penche sur un sujet toujours d’actualité au Québec, c’est-à-dire la féminisation linguistique: “Question de féminisation linguistique: son application dans les discours féministes contemporains au Québec” (pp. 93-111). L’auteure précise d’entrée de jeu qu’elle n’a pas l’intention d’étudier “le genre féminin dans la formation des noms”, mais qu’elle se propose d’étudier “la présence des femmes dans la langue, dans un souci d’adéquation au réel” (p. 94). Plus précisément, elle tente d’analyser “l’application de la féminisation linguistique” dans des textes contemporains québécois publiés par des maisons d’édition de gauche et écrits par des femmes qui se situent également à gauche sur l’axe politique gauche-droite: *Le mal du pays* de l’ancienne péquiste Lise PAYETTE, paru en 2012; *De colère et d’espoir* de Françoise DAVID, ancienne députée de Québec solidaire, paru en 2011 et le manifeste “Nous sommes avenir” rédigé à l’occasion de la grève étudiante de 2012 par la CLASSE (Coalition large de l’Association pour une Solidarité syndicale Étudiante). Isabelle KIROUAC MASSICOTTE justifie ce choix de nature politique en faisant sienne la position de Louise LARIVIÈRE selon qui “ce sont les candidats des partis de gauche qui favorisent les formes féminisées, en accord avec leurs valeurs progressistes, le conservatisme de la droite rejetant ces formes” (p. 95). Ainsi, on apprend que pour la féminisation des titres et des professions, ce sont les auteur(e)s du manifeste “Nous sommes avenir” qui procèdent à “féminiser les titres et les professions de façon exhaustive” (p. 98), tandis que Françoise DAVID, qui féminise plus que Lise PAYETTE, procède de manière irrégulière. Dans la seconde partie de sa contribution, l’auteure analyse la “féminisation du discours” dans son corpus, plus précisément “l’alternance entre le masculin et le féminin, appliquée de différentes façons” (p. 100). Les trois textes pris comme champ d’investigation accordent une grande importance à l’alternance du masculin et du féminin et au choix de donner la priorité au féminin, comme le fait Françoise DAVID lorsqu’elle écrit “l’égalité femmes-hommes” (p. 101). Au terme de son analyse, l’auteur souligne que ce sont les auteur(e)s du manifeste de l’association étudiante qui féminisent le plus en s’éloignant même des recommandations formulées en matière par l’Office de la langue française. L’article d’Isabelle KIROUAC MASSICOTTE foisonne d’exemples intéressants qui permettent de comprendre les différentes modalités de la féminisation mises en œuvre non seulement dans les textes féministes, mais également dans tous les textes contemporains québécois.

L’étude de Marco MODENESI, la seule qui analyse le thème *langue/pouvoir* en prenant comme champ d’investigation un corpus littéraire,

clôt le volume: “Le passé ne s’arrête jamais’. Langue et pouvoir chez Jacques Poulin” (pp. 114-127). Bien que Jacques POULIN soit considéré comme un écrivain peu sensible aux revendications nationalistes de sa province natale, selon l’auteur de l’article il n’est pas complètement “étranger à la question qui relie langue et pouvoir, surtout dans la déclinaison qui oppose langue anglaise et langue française selon le binôme dominant/dominé” (p. 114). En effet, à partir de la publication du roman *La traduction est une histoire d’amour* et puis de *L’anglais n’est pas une langue magique*, les personnages pouliniens ne manquent jamais l’occasion de ‘défendre’ la langue française contre l’utilisation gratuite de la langue anglaise, étant donné que l’anglais ne possède aucune particularité, aucun signe distinctif qui en ferait une langue “supérieure” aux autres et en particulier au français, bref une “langue magique” (p. 118). La réflexion sur le rôle et la place de la langue française en Amérique du Nord continue dans *L’Homme de la Saskatchewan* paru en 2011. Dans ce roman également, selon Marco MODENESI, le rapport entre les deux langues, l’anglaise et la française, n’est pas du tout harmonieux et à travers ses personnages, Jacques POULIN dénonce le déséquilibre dans lequel les deux langues se trouvent, déséquilibre parfois invisible aux yeux de certains, certes, mais qui mène tout doucement les francophones vers l’anglicisation. Comme le montre l’auteur, si POULIN est apparu et apparaît encore aujourd’hui comme un écrivain peu sensible à la question nationale, il est sans doute plus intéressé par le passé, le présent et l’avenir du français non seulement au Québec, mais également dans le reste du Canada.

Gerardo ACERENZA

---

Joseph Edward PRICE (dir.), *La jeune francophonie américaine. Langue et culture chez les jeunes d’héritage francophones aux États-Unis d’Amérique*, Paris, L’Harmattan, 2017, 270 pp.

La présence francophone aux États-Unis date du XVII<sup>e</sup> siècle et concerne principalement deux régions, la Louisiane – bien connue grâce aussi à l’attention médiatique que reçoivent ses traditions culturelles – et les États de la Nouvelle-Angleterre (Connecticut, Rhode Island, Massachusetts, New-Hampshire, Maine, Vermont), où la présence d’une population francophone a été favorisée par la proximité des communautés canadiennes depuis l’époque de la Nouvelle-France, mais qui demeure “un fait peu connu aux USA, même dans la région elle-même” (p. 23). Aussi, l’adjectif *jeune* qui apparaît dans le titre de ce volume se réfère-t-il plutôt aux générations les plus ré-